

Un pays mis à l'index, toute l'Europe atteinte

Ceux qui bannissent ne sont pas moins touchés.

L'Espagne, l'Italie, l'Autriche, les Pays-Bas, la Grèce ferment totalement ou partiellement leurs frontières aux bovins français. Par crainte d'importer l'ESB. Le geste relève de la psychose ou de la démagogie, au choix. Car aucun de ces pays, excepté l'Autriche peut-être, n'est en mesure de prouver que son cheptel est moins touché par la maladie que le français. «*Ces décisions sont injustifiées*», estime Gérard Pascal, président (français) du comité d'experts scientifiques européens (CSD), à Bruxelles. «*Les risques sont sensiblement équivalents dans ces pays.*»

Cette épidémie d'«embargos» pourrait laisser penser qu'il existe, dans l'Union européenne, des pays indemnes d'ESB. Las. Selon une enquête de cinquante pages publiée en juillet par le CSD, aucun pays de l'UE ne peut se flatter d'être à l'abri du fléau spongiforme. Même – et surtout – s'il n'a déclaré aucun cas de vache folle depuis le milieu des années 1980. «*On peut conclure que tous les pays de l'Union européenne sont confrontés à un risque certain d'avoir de l'ESB dans leur cheptel national*», expliquait le CSD au terme de son avis.

Tableau peu reluisant. Pour en arriver à cette certitude, le CSD ne s'est pas contenté de compiler les chiffres de déclarations nationales de cas d'ESB, mais a tenté de remonter le fil de l'histoire de chaque pays, cherchant à quantifier les causes pour évaluer les effets présents ou à venir. Ainsi, le comité a examiné une dizaine de «comportements à risques». En premier lieu, le volume d'achat de farines et de

bovins britanniques. La période maximale de risque s'est située entre 1986 et 1993. A cette époque, «*un bovin britannique sur vingt, au maximum, était infecté*», estime le CSD. Et «*une tonne de farine était aussi contaminante qu'un animal vivant*». Les experts ont également observé la structure locale du cheptel, les pratiques alimentaires, les interdits sur les matériaux à risques, les procédés de fabrication des farines... Résultat: un tableau peu reluisant pour l'Union.

Quatre catégories. Les Etats ont été placés sur une échelle de risque à quatre barreaux. Au sommet: niveau 4, l'enfer. On y trouve le Royaume-Uni, bien sûr, et le Portugal. Juste en dessous, au niveau 3, qualifié de «*probable à un moindre taux*», on se bouscule: France, Belgique, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse. Tous ces

La Grèce, qui a suspendu l'abattage des bovins français, n'a pas répondu aux demandes de Bruxelles sur la situation sanitaire de ses troupeaux.

pays qui ont déclaré de l'ESB séjournent là à côté d'autres qui n'ont rien signalé: Allemagne, Italie, Espagne. Morale de l'histoire: il y a probablement un hiatus entre déclaration de la maladie et réalité. «*L'Espagne nous a adressé des lettres de récrimination, note Gérard Pascal. Mais comment expliquer que ce pays soit indemne quand le Portugal est si contaminé? C'est l'histoire du nuage de Tchernobyl...*»

Au-dessus de ce soupçon, en catégorie 2, planent l'Autriche, la Suède, la Finlande, le Canada et les Etats-Unis:

«*Risque improbable d'ESB, qui ne peut pas toutefois être exclu*», estime le CSD. Enfin, au sommet, en catégorie 1, règnent six pays tiers sur lesquels se sont penchés les experts européens, car ils sont d'importants exportateurs de viande bovine: Argentine, Australie, Chili, Nouvelle-Zélande et Paraguay, et aussi Norvège.

Mauvaises surprises. Une absence à noter dans le tableau: la Grèce. Parce qu'Athènes n'a pas répondu aux demandes de renseignements de Bruxelles. Athènes qui suspend l'abattage des bovins français... Hors l'Autriche, tous les pays européens qui aujourd'hui font la fine bouche sur le bœuf français sont classés dans la même catégorie que la France. Alors que leur exposition à la maladie a été probablement aussi forte que celle de la France, ils font valoir aujourd'hui encore qu'ils n'ont aucun cas... détecté. Cette absence aurait pourtant de quoi inquiéter les opinions locales. Si l'on en croit le scénario envisagé par le CSD, pour chaque cas détecté, ce sont deux, voire trois de plus qui peuvent passer inaperçus. «*La surveillance passive, basée sur la seule notification des vaches suspectes d'ESB, ne détecte pas plus de la moitié ou du tiers des cas cliniques, ou moins*», supposent les experts. Dans ces pays de classe 3, la mise en place des tests de dépistage rapide, que Bruxelles ordonnera vraisemblablement plus tôt et à plus large échelle que prévu, révéleront probablement de mauvaises surprises. Plus brutales encore qu'en France ●

CORINNE BENSIMON ✂